

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 70 / 28 septembre 2010



UN OUBLI SANS DOUTE

Les retraités actuels n'auraient pas de diminution de leur pension...et ne perdraient donc pas de pouvoir d'achat.

Gros mensonge...par omission, et joli petit tour de passe-passe sémantique !

Certes, le gouvernement n'a pas annoncé, comme en Grèce ou en Espagne, de réduction des pensions. Il n'en reste pas moins que plusieurs mesures déjà prises ou envisagées conduiront à une **diminution des revenus disponibles pour tous les retraités, actuels ou futurs.**

Déjà décidée, la **suppression progressive de la demi-part** attribuée jusqu'à **aux personnes seules ayant eu des enfants** va toucher nombre de veuves et veufs, séparé-e-s ou divorcé-e-s.

D'autres mesures régressives sont à l'étude :

Suppression de la déduction forfaitaire de 10% pour le calcul de l'impôt, au prétexte que les retraités n'ont plus de frais professionnels.

Alignement du taux de cotisation de CSG sur celui des actifs.

Application aux retraités de la « contribution solidarité autonomie » (la journée de travail gratuit imposée aux salariés par la suppression du lundi de Pentecôte) à hauteur de 0,3%.

Durcissement des conditions médicales d'attribution de l'allocation de perte d'autonomie (APA).

Retraités et actifs ont toutes les raisons de poursuivre leur action et exiger une autre réforme des retraites mettant à contribution tous les revenus actuellement non soumis à cotisation et les revenus financiers des entreprises.



23 MILLIONS DE CHÔMEURS

C'est le bilan des politiques d'austérité menées partout en Europe en application du dogme de la « concurrence libre et non faussée » consacré par les traités successifs adoptés sans ratification par la population des 27 pays membres, quand ce n'est pas contre leur vote souverain.

Ces politiques affectent la solidarité sociale et entravent les possibilités de développement économique.

La crise du capitalisme mondial n'est pas le fait des travailleurs. L'addition doit être payée par ses responsables, en premier lieu par les banques.

C'est cette exigence, ainsi que celle de la construction d'une Europe de l'emploi, de la justice sociale et de la solidarité que portera la Confédération Européenne des Syndicats (CES) dans les manifestations organisées mercredi 29 septembre.

Nantes : Rassemblement 14 h Esplanade des Chantiers



ILS RÊVENT !

L'Elysée et le gouvernement ont cru pouvoir s'appuyer sur des taux officiels de grévistes dans le secteur public le 23 septembre pour considérer le mouvement de riposte à sa réforme des retraites comme étant en repli.

A les entendre, nous accepterions désormais comme inéluctable le recul de l'âge de la retraite, l'allongement de la durée de cotisation, l'abaissement généralisé du niveau des pensions.



La réalité est toute autre, avec un nombre de manifestants en augmentation, un engagement de nouveaux salariés du privé, des décisions d'arrêt de travail plus nombreuses que le 7 septembre, une présence plus marquée des jeunes et des femmes.

Une forte majorité exprime son soutien à la mobilisation et aux initiatives de l'intersyndicale. C'est ce que confirment toutes les enquêtes d'opinion à l'exception notable de celles de la société Opinion Way, fournisseur officiel du Figaro et du gouvernement.

Pour permettre l'engagement de nouveaux salariés dans l'action, notamment ceux des petites et moyennes entreprises, l'intersyndicale a décidé d'une journée de rassemblements et de manifestations le samedi 2 octobre.

Il est important de réussir cette journée, de rendre visible et incontournable notre opposition au projet

Elle appelle également à faire du mardi 12 octobre, une nouvelle journée de grèves et de manifestations pendant les débats au Sénat.

Sarkozy, Fillon, Parisot et les autres comptent sur notre lassitude. Montrons leur qu'ils rêvent, que nous ne nous arrêterons pas au milieu du chemin !

500 = 15 MILLIONS

La France est une terre de mathématiciens de génie. Elle le prouve encore sur le dossier des retraites.

La fortune totale des 500 plus gros patrimoines français a augmenté de 25% en un an, passant de 194 à 241 milliards d'euros de 2008 à 2009.

Il y en a qui se remettent plus vite de la crise que d'autres.

241 milliards d'euros, c'est à peu de chose près le montant de la masse des pensions versées aux 15 millions de retraité-e-s (niveau moyen un peu au dessus de 16 000 €).

VU ET DÉTAILLÉ SUR...

✓ **Pouvoir d'achat : évolution du point d'indice et perte depuis le 01/01/2000.**

✓ **Mutations** : compte-rendu de la réunion du sous-groupe de travail du 17/09. Ont été abordées les questions d'ancienneté à retenir et de définition de la résidence administrative. La CGT a exprimé ses désaccords face au flou des propositions de la DG, et a mis en avant ses propositions.

✓ **Jeu des 7 erreurs** : un petit article amusant et instructif sur les méthodes de la DGFIP en matière de censure et de retouche de photos...

..le site de la CGT Finances Publiques